

ment provincial, mais ils ne garderont pas cet argent dans leurs poches. Ils iront le déposer dans les banques à charte. Les banques à charte, à leur tour, continueront à consentir des prêts à l'entreprise privée et auront plus de liquidités disponibles pour aider l'entreprise privée à prendre de l'expansion, alors que le secteur public sera financé directement par la Banque du Canada. Il me semble qu'on n'a pas besoin d'avoir inventé les boutons à quatre trous pour comprendre cela. L'honorable député de Chambly (M. Pilon), ancien gérant de banque, comprend cela depuis longtemps.

Monsieur l'Orateur, je suis convaincu que la solution que nous proposons est logique. Et nous avons cet après-midi l'occasion d'exprimer nos opinions. La motion de mon excellent ami d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) nous permet de proposer notre solution. La sienne n'est pas valable, car elle est irréalisable. Si nous entendons utiliser la machine, la science, le progrès, nous ne réaliserons pas le plein emploi. Mais nous pouvons organiser la pleine dépense, cependant, en organisant le pouvoir d'achat qui permettra d'acheter les produits, ce qui créera des emplois nouveaux, car les industries reprendront la production. C'est alors que nous atteindrons le maximum d'emplois avec la totalité de la dépense. Ce serait alors l'équilibre parfait entre la consommation et la production et, du fait même, l'équilibre parfait dans l'économie du Canada.

C'est ce que nous souhaitons. A mon avis, le gouvernement actuel peut le faire. Je crois sincèrement que les ministériels devraient se donner la peine de discuter sérieusement du problème, peut-être pas à la Chambre, mais au caucus aux réunions du cabinet, parce qu'il est grand temps de le faire. N'attendons pas qu'il soit trop tard. En effet, n'attendons pas que des bombes soient déposées sous nos sièges au Parlement afin de faire éclater toute la structure économique ou administrative du Canada. Agissons pendant qu'il est encore temps, et si nous assumons nos responsabilités dès maintenant, nous éviterons le pire. En effet, je prévois que dans cinq ans, la situation sera désastreuse.

[Traduction]

**Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway):** Monsieur l'Orateur, je suis heureuse que le ministre ait été présent à la Chambre pendant une partie du débat. Je ne brosserai pas tout le tableau de la situation, car mon collègue le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) l'a fort bien dépeinte ce matin, mais il en est certains aspects importants que je dois souligner. Il importe, je crois, que des

gens de différentes parties du pays traitent de cette grave question.

On attendait de grandes choses de notre gouvernement, mais on commence à comprendre que dans les domaines importants, le gouvernement est lamentablement inefficace. S'il est une chose dont le gouvernement actuel se vante, c'est l'efficacité. Il croit que, malgré certaines lacunes relativement insignifiantes, son efficacité reste irréprochable. Pourtant, beaucoup de Canadiens concluent que le Canada n'a simplement pas les moyens de subir plus longtemps la politique officielle de créer du chômage en congédiant des fonctionnaires, en réduisant les services publics, en invitant à la modération l'industrie privée et en imposant des restrictions aux économiquement faibles. Tout cela tend à établir un climat de crise qui ne convient pas au pays que nous habitons. Notre pays dispose encore de ressources si abondantes que des étrangers émigrent toujours au Canada. D'autres pays comptent encore sur le nôtre comme l'un des grands pourvoyeurs du monde.

La politique de sous-emploi auquel le gouvernement se livre est trop coûteuse, même pour un pays comme le nôtre, avec ses ressources. Dans tout le Canada, les listes d'assistance sociale allongent. Les contribuables s'alarment de plus en plus de voir leur argent servir à garder dans l'oisiveté des gens qui devraient travailler et, chose plus importante encore, qui veulent travailler et ne trouvent pas d'offres. Dans ma province, en Colombie-Britannique, le nombre des personnes et des familles qui relèvent de l'assistance publique a presque doublé en 8 ans. A mesure que les années passent, leur proportion augmente. Aujourd'hui, le nombre des assistés sociaux est effarant et il continue à augmenter à un rythme alarmant.

Ce qu'il y a de pire dans le cas de l'assistance sociale, c'est qu'une fois qu'une famille l'a acceptée par nécessité, elle a tendance à s'y accrocher. Et ce n'est pas simplement le cas de la famille assistée actuellement, mais des générations qui vont suivre. On a vu des cas où les membres de la famille des troisième et quatrième générations, nés dans ce climat d'assistance sociale, sont incapables de secouer le joug de la pauvreté. Les jeunes n'ont aucune chance d'en sortir. Ce système est trop onéreux, et pour les contribuables qui paient sans nécessité et pour les gens qui voudraient travailler; en outre, la perte économique du côté de la productivité est énorme.

D'après le Conseil économique du Canada, la perte subie par notre économie, du fait de l'inutilisation de nos ressources humaines, se situe à peu près entre 2 et 4 milliards de